

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/206158]

**20 DECEMBRE 2021. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l’initiative REACT-EU, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré**

Le Ministre de l’Économie et du Numérique,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et les actes délégués qui en découlent;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l’objectif “Investissement pour la croissance et l’emploi”, et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et 12;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 5, 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 et § 2, alinéa 2, et 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 13 octobre 2021;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 26 octobre 2021;

Vu le rapport du 22 septembre 2021 établi conformément à l’article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis 70.323/2 du Conseil d’Etat, donné le 17 novembre 2021, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l’avis 220/2021 du 3 décembre 2021 de l’Autorité de protection des données;

Considérant la décision n° C (2014) 8190 final de la Commission européenne du 29 octobre 2014 portant approbation de l’Accord de partenariat pour la Belgique, telle que modifiée;

Considérant la décision n° C (2014) 9934 final de la Commission européenne du 16 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie, telle que modifiée;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 approuvant le complément de programmation, telle que modifiée;

Considérant le fait que la crise de COVID-19 a fragilisé certains secteurs, et qu’il convient donc de soutenir une stratégie de relance économique à des degrés divers;

Considérant que les chèques de la thématique « relance économique par le numérique » ont pour finalité de contribuer à une utilisation accrue et plus sécurisée d’outils et de canaux numériques afin de développer la stratégie commerciale et le positionnement digital de l’offre des entreprises et opérateurs économiques wallons. Que ces chèques contribuent ainsi aux objectifs de relance économique par le renforcement de la compétitivité et la consolidation du tissu économique, poursuivis à travers les mesures qui sont limitées dans le temps et mises en œuvre dans le cadre de l’initiative REACT-EU,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l’application du présent arrêté ministériel, l’on entend par :

1<sup>o</sup> l’arrêté du Gouvernement wallon : l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019;

2<sup>o</sup> le SPW EER : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

3<sup>o</sup> l’AdN : la société anonyme de droit public Agence du Numérique, créée par le décret du 28 novembre 2013 portant création de l’Agence pour l’Entreprise et l’Innovation, en abrégé « A.E.I », modifié par le décret du 4 mai 2017;

4<sup>o</sup> la plateforme web : l’application web, visée à l’article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016, accessible sur le site de la Région wallonne;

5<sup>o</sup> l’entreprise : le bénéficiaire qui répond à la définition de l’entreprise visée à l’article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016;

6° le prestataire de services : l'entreprise, personne physique ou personne morale, qui répond à la définition du prestataire de services visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, du décret du 21 décembre 2016;

7° la maturité numérique : l'usage des technologies numériques pour augmenter les performances de l'entreprise dans le cadre de ses priorités stratégiques et particulièrement pour optimiser sa stratégie commerciale digitale;

8° le DIGISCORE : l'outil de mesure de la maturité numérique, développé par l'AdN et mis à disposition gratuitement par Digital Wallonia;

9° le diagnostic : l'analyse approfondie de la situation de l'entreprise en matière de maturité numérique ou de cybersécurité, concrétisée par un rapport détaillé et complémentaire au DIGISCORE;

10° le règlement (UE) n°1303/2013 : le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et les actes délégués qui en découlent;

11° le règlement (UE) n° 1301/2013 : le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006.

**Art. 2.** Les aides octroyées en vertu du présent arrêté, accessibles aux entreprises, s'inscrivent dans la thématique relance économique par le numérique dans laquelle sont instaurés deux chèques qui sont spécifiques à la mesure mise en place et financée par le FEDER dans le cadre de l'initiative REACT-EU.

Sur la base du savoir-faire d'experts spécialisés chargés d'évaluer les besoins et d'élaborer une stratégie, cette mesure vise à soutenir le recours accru et plus sécurisé aux outils et canaux numériques.

**Art. 3.** Les deux chèques de la thématique « relance économique par le numérique » sont :

1° le chèque « diagnostic » constitue la première phase. Il n'est pas obligatoire pour l'entreprise lorsque :

a) un diagnostic a été réalisé dans le cadre d'un chèque maturité numérique ou cybersécurité, dans les douze mois précédant l'introduction de la demande de la phase une ou deux et;

b) pour autant que le diagnostic soit en lien avec le projet actuel et reste en phase avec la situation de l'entreprise;

2° le chèque « plan d'actions stratégiques » qui porte sur l'établissement ou le renforcement d'une stratégie de positionnement digital, d'un projet d'e-commerce ou d'une politique de sécurité des infrastructures et données et qui constitue la seconde phase.

Les deux chèques relèvent du pilier « conseils » du portefeuille électronique.

**Art. 4.** Les dossiers sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini aux articles 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

Les décisions de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement relèvent de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

**Art. 5.** Pour chacun des chèques, lors de l'introduction de la demande, le dossier contient les documents suivants :

1° la demande de chèque générée par la plateforme web;

2° la convention entre bénéficiaire et prestataire de services générée par la plateforme web. Cette convention peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;

3° l'attestation de minimis téléchargeable sur la plateforme web;

4° pour les entreprises, l'attestation PME téléchargeable sur la plateforme web;

5° le rapport de diagnostic pour le chèque « plan d'actions stratégiques ».

Pour chacun des chèques, lors de la clôture de la prestation, le dossier contient les documents suivants :

1° le rapport d'exécution de la prestation de services, généré par la plateforme web. Ce rapport peut être complété par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;

2° le livrable écrit remis au bénéficiaire;

3° le relevé de prestation;

4° la facture émise par le prestataire de services.

Le SPW EER peut réclamer des informations complémentaires pour l'appréciation du dossier.

Les données à caractère personnel de l'entreprise et du prestataire de services, traitées dans le cadre de la gestion d'un dossier sont :

1° la dénomination de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique;

2° l'identité du représentant légal de l'entreprise et du prestataire de services;

3° l'adresse du siège de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique;

4° le numéro d'entreprise de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique;

5° le compte bancaire de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique.

**Art. 6.** Outre les éléments repris à l'article 5, le dossier contient :

1° pour l'introduction d'une demande de chèque " diagnostic " : la mesure de la maturité numérique initiale du bénéficiaire qui est calculée avec le DIGISCORE;

2° pour l'introduction d'une demande de chèque " plan d'actions stratégiques " : le rapport de diagnostic qui constitue un prérequis.

Le diagnostic visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, peut avoir été établi dans les douze mois précédant le cadre d'une demande préalable de chèque maturité numérique ou de chèque cybersécurité et pour autant que le diagnostic soit en lien avec le projet actuel et reste en phase avec la situation de l'entreprise. Dans ce dernier cas, le dossier du chèque " plan d'actions stratégiques " contient également la mesure de la maturité numérique initiale du bénéficiaire qui est calculée avec le DIGISCORE.

Les données à caractère personnel de l'entreprise, traitées dans le cadre des éléments complémentaires réclamés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, sont identiques à celles mentionnées à l'article 5, alinéa 4.

**Art. 7.** Les chèques de la thématique " relance économique par le numérique " font l'objet d'un financement européen dans le cadre du FEDER. Celui-ci est régi par le règlement (UE) n° 1303/2013, le règlement (UE) n° 1301/2013, le programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.EU et le complément de programmation du programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.EU.

Les dépenses éligibles couvertes par les chèques de la thématique « relance économique par le numérique » sont :

1<sup>o</sup> pour le chèque « diagnostic » :

a) la réalisation d'un diagnostic de maturité numérique, incluant l'examen des capacités du bénéficiaire à pérenniser les outils existants ou à implémenter, compris comme étant l'examen de la situation actuelle et l'analyse des besoins en matière d'e-commerce et de positionnement digital;

b) la réalisation d'un diagnostic de cybersécurité, compris comme étant l'examen de la situation actuelle et l'analyse des besoins en matière de sécurisation des outils et de protection des données;

2<sup>o</sup> pour le chèque « plan d'actions stratégiques » :

a) la réalisation d'un test de performance concurrentiel;

b) la définition des objectifs business, des publics cibles, des messages clés;

c) l'analyse des mots-clés et de référencement;

d) le développement d'une stratégie de référencement, dont la définition des indicateurs de performances clés;

e) la définition de la stratégie de contenu, à savoir l'identification de réseaux, de supports, du " tone of voice " et mettre en place un calendrier éditorial;

f) le développement d'une stratégie digitale en appui du process de fonctionnement interne, de commercialisation et de distribution, liée à des applications numériques permettant l'évolution numérique du bénéficiaire telle que la facturation en ligne et la gestion automatisée des stocks.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles des chèques de la thématique « relance économique par le numérique » est de nonante pour cent.

Le montant total de l'intervention publique octroyée par entreprise dans le cadre des chèques de la thématique " relance économique par le numérique " est limité à 7.600 euros HTVA.

§ 2. Pour le chèque " diagnostic ", le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 1.900 euros HTVA. Il permet de couvrir les prestations relatives à un diagnostic de maturité numérique à concurrence d'un jour maximum, ou d'un diagnostic de cybersécurité à concurrence d'un jour maximum, portant ainsi la prestation de diagnostic la plus complète à un maximum de deux journées d'audit facturées avec application d'un plafond journalier fixé à 950 euros par jour HTVA.

Pour le chèque " plan d'actions stratégique ", le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 5.700 euros HTVA. Il permet de couvrir les prestations relatives à la conception d'une stratégie initiale à concurrence de trois jours maximum ou sur le renforcement d'une stratégie existante à concurrence de deux jours maximum. Lorsque la prestation porte sur au moins deux aspects des trois axes d'intervention que sont la stratégie de positionnement digital, projet d'e-commerce et la politique de cybersécurité, les prestations sont portées à six journées maximum et sont facturées avec l'application d'un plafond journalier fixé à 950 euros par jour HTVA.

Les prestations de services sont réalisées dans un délai maximum de trois mois, à dater de la recevabilité du dossier, pour chacun des chèques.

Compte tenu des contraintes d'exécution liées au financement européen de l'intervention publique, la finalisation des prestations liées aux différents chèques et l'introduction de la demande de paiement du prestataire de services sont effectuées pour le 31 août 2023 au plus tard. Les derniers paiements sont effectués par le SPW EER pour le 31 décembre 2023 au plus tard.

En cas d'épuisement des crédits budgétaires ou d'arrêt du financement visé à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, le pourcentage de l'aide prévu à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est ramené à zéro pour cent.

**Art. 9.** Seuls les prestataires de services spécialisés dans les domaines des prestations visées à l'article 7, alinéa 2, et déjà labellisés par le SPW EER dans la thématique « Numérique » peuvent réaliser les prestations dans le cadre des chèques de la thématique « relance économique par le numérique ». Exceptionnellement, cette labellisation est délivrée automatiquement à ces prestataires de services. Compte tenu de compétences d'expertises similaires à mobiliser par les prestataires de services pour rencontrer les besoins de la nouvelle thématique, la labellisation délivrée aux prestataires de services des chèques maturité numérique et cybersécurité est étendue à la nouvelle thématique.

Le prestataire de services ne réalise pas une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

**Art. 10.** Dans le cadre des chèques de la thématique " relance économique par le numérique ", outre les éléments minimaux demandés à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon, le prestataire de services mentionne dans son rapport d'exécution de la prestation de services, généré par la plateforme web :

1<sup>o</sup> le planning détaillé des jours effectifs de prestation;

2<sup>o</sup> en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;

3<sup>o</sup> la mention suivante :

*" Le montant de .....euros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de ..... euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de .... euros. Le solde à payer s'élève donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...) " .*

Les données à caractère personnel du sous-traitant exerçant en entreprise personne physique, traitées dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont :

- 1<sup>o</sup> la dénomination;
- 2<sup>o</sup> l'adresse du siège;
- 3<sup>o</sup> le numéro d'entreprise.

**Art. 11.** Le responsable de traitement des données à caractère personnel, reprises aux articles 5, alinéa 4, 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 10, alinéa 2, est le SPW EER.

**Art. 12.** Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2023.

Namur, le 20 décembre 2021.

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/206158]

**20. DEZEMBER 2021 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung — im Bereich der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU - des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft und Digitalisierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, und die sich daraus ergebenden delegierten Rechtsakte;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 6 § 1 Absatz 3, und Artikel 12;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 16 § 1 Absatz 4 und § 2 Absatz 2, und 20 § 1 Absatz 3;

Aufgrund der am 13. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 22. September 2021;

Aufgrund des am 17. November 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 70.323/2;

Aufgrund der am 3. Dezember 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 220/2021 der Datenschutzbehörde;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 8190 final der Europäischen Kommission vom 29. Oktober 2014 zur Genehmigung des Partnerschaftsabkommens für Belgien, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 9934 final der Europäischen Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Genehmigung des operationellen Programms EFRE 2014-2020 für die Wallonie, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Genehmigung der Ergänzung zur Programmplanung, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung der Tatsache, dass die COVID-19-Krise bestimmte Sektoren geschwächt hat und daher eine Strategie zur Wiederbelebung der Wirtschaft in unterschiedlichem Maße unterstützt werden sollte;

In der Erwägung, dass die Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung zum Ziel haben, zu einer verstärkten und sichereren Nutzung digitaler Werkzeuge und Kanäle beizutragen, um die Geschäftsstrategie und die digitale Positionierung des Angebots der wallonischen Unternehmen und Wirtschaftsakteure zu entwickeln. Dass diese Schecks durch die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und die Konsolidierung des Wirtschaftsgefüges somit zu den Zielen der wirtschaftlichen Wiederbelebung beitragen, die durch Maßnahmen verfolgt werden, die zeitlich begrenzt sind und im Rahmen der REACT-EU-Initiative umgesetzt werden,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> Erlass der Wallonischen Regierung: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des

Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019;

2° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

3° AdN: die öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft "Agence du Numérique" (Agentur für digitale Technologien), geschaffen durch das Dekret vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I., in seiner durch das Dekret vom 4. Mai 2017 abgeänderten Fassung;

4° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die über die Website der Wallonischen Region zugänglich ist;

5° Unternehmen: der Bezugsberechtigte, der der Definition des Unternehmens nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 entspricht;

6° Diensteanbieter: das Unternehmen, eine natürliche oder juristische Person, das der Definition des Diensteanbieters nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 entspricht;

7° Digitale Reife: die Nutzung digitaler Technologien zur Steigerung der Leistung des Unternehmens im Rahmen seiner strategischen Prioritäten und insbesondere zur Optimierung seiner digitalen Geschäftsstrategie;

8° DIGISCORE: das von der AdN entwickelte und unentgeltlich von Digital Wallonia zur Verfügung gestellte Instrument zur Messung der digitalen Reife;

9° Diagnose: die gründliche Analyse der Situation des Unternehmens in Bezug auf die digitale Reife oder die Cybersicherheit, die in einem detaillierten Bericht konkretisiert wird, der das DIGISCORE ergänzt;

10° Verordnung (EU) Nr. 1303/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, und die sich daraus ergebenden delegierten Rechtsakte;

11° Verordnung (EU) Nr. 1301/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006.

**Art. 2** - Die kraft dieses Erlasses gewährten Beihilfen, die den Unternehmen zugänglich sind, fallen unter das Themenfeld der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch Digitalisierung, in deren Rahmen zwei Schecks eingeführt werden, die spezifisch für die Maßnahme sind, die vom EFRE im Rahmen der Initiative REACT-EU eingerichtet und finanziert wird.

Auf der Grundlage des Know-hows spezialisierter Experten, die mit der Bewertung des Bedarfs und der Entwicklung einer Strategie beauftragt sind, zielt diese Maßnahme darauf ab, eine stärkere und sicherere Nutzung digitaler Instrumente und Kanäle zu unterstützen.

**Art. 3** - Die zwei Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" sind:

1° der Scheck "Diagnose" stellt die erste Phase dar. Er ist für das Unternehmen nicht verpflichtend,

a) wenn eine Diagnose im Rahmen eines Schecks für digitale Reife oder Cybersicherheit in den zwölf Monaten vor der Antragstellung für die Phase eins oder zwei durchgeführt wurde und,

b) insofern die Diagnose im Zusammenhang mit dem aktuellen Projekt steht und mit der Situation des Unternehmens in Einklang bleibt;

2° der Scheck "Strategischer Aktionsplan", der sich auf die Erstellung oder Stärkung einer Strategie zur digitalen Positionierung, eines E-Commerce-Projekts oder einer Politik zur Sicherheit von Infrastruktur und Daten bezieht, stellt die zweite Phase dar.

Diese beiden Schecks fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios.

**Art. 4** - Die Akten werden von allen Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne der Artikel 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, die vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden sind.

Die Entscheidungen über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung unterliegen der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

**Art. 5** - Für jeden dieser Schecks enthält die Akte bei der Einreichung des Antrags die folgenden Dokumente:

1° den aus der Internetplattform entstandenen Scheckantrag;

2° die aus der Webplattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Bezugsberechtigten und dem Diensteanbieter. Diese Vereinbarung kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

3° die De-minimis-Bescheinigung, die auf der Internetplattform heruntergeladen werden kann;

4° für die Unternehmen, die KMU-Bescheinigung, die auf der Internetplattform heruntergeladen werden kann;

5° den Diagnosebericht für den Scheck "Strategischer Aktionsplan".

Für jeden Scheck enthält die Akte beim Abschluss der Leistung die folgenden Dokumente:

1° den aus der Internetplattform entstandenen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung. Dieser Bericht kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

2° die dem Bezugsberechtigten übermittelten schriftlichen Unterlagen;

3° den Leistungsbericht;

4° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Der ÖDW WBF kann zusätzliche Informationen zur Beurteilung der Akte anfordern.

Die personenbezogenen Daten des Unternehmens und des Diensteanbieters, die im Rahmen der Verwaltung einer Akte verarbeitet werden, sind :

- 1° der Name des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 2° die Identität des gesetzlichen Vertreters des Unternehmens und des Diensteanbieters;
- 3° die Anschrift des Sitzes des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 4° die Unternehmensnummer des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 5° die Bankkontonummer des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig.

**Art. 6** - Neben den in Artikel 5 genannten Angaben enthält die Akte:

1° für die Einreichung eines Antrags auf einen Scheck "Diagnose": die Messung der anfänglichen digitalen Reife des Bezugsberechtigten, die mit dem DIGISCORE berechnet wird;

2° für die Einreichung eines Antrags auf einen Scheck "strategischer Aktionsplan": den Diagnosebericht, der eine Voraussetzung darstellt.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Diagnose kann in den zwölf Monaten vor einem vorherigen Antrag auf einen Scheck "digitale Reife" oder einen Scheck "Cybersicherheit" erstellt worden sein, sofern die Diagnose mit dem aktuellen Projekt in Zusammenhang steht und mit der Situation des Unternehmens in Einklang bleibt. Im letzteren Fall enthält die Akte zum Scheck "Strategischer Aktionsplan" auch die Messung der anfänglichen digitalen Reife des Bezugsberechtigten, die mit dem DIGISCORE berechnet wird.

Die personenbezogenen Daten des Unternehmens, die im Zusammenhang mit den in den Absätzen 1 und 2 geforderten zusätzlichen Elementen verarbeitet werden, sind identisch mit den in Artikel 5 Absatz 4 erwähnten Daten.

**Art. 7** - Die Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" sind Gegenstand einer europäischen Finanzierung im Rahmen des EFRE. Letztere fällt in den Rahmen der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013, der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013, des operationellen Programms EFRE Wallonie-2020.EU und der Ergänzung zur Programmplanung des operationellen Programms EFRE Wallonie-2020.EU.

Die zulässigen Ausgaben, die durch die Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" gedeckt werden, sind:

1° für den Scheck "Diagnose":

a) die Durchführung einer Diagnose der digitalen Reife, einschließlich der Prüfung der Fähigkeiten des Bezugsberechtigten, bestehende oder zu implementierende Instrumente dauerhaft zu nutzen, verstanden als Prüfung der aktuellen Situation und Analyse der Bedürfnisse in Bezug auf E-Commerce und digitale Positionierung;

b) die Durchführung einer Diagnose der Cybersicherheit, verstanden als Prüfung der aktuellen Situation und Analyse des Bedarfs an sicheren Instrumenten und Datenschutz;

2° für den Scheck "strategischer Aktionsplan":

a) die Durchführung eines wettbewerbsorientierten Leistungstests;

b) die Definition von Geschäftszielen, Zielgruppen, Schlüsselbotschaften;

c) die Analyse der Schlüsselwörter und der Suchmaschinenoptimierung;

d) die Entwicklung einer Suchmaschinenoptimierungsstrategie, einschließlich der Definition von maßgeblichen Leistungsindikatoren;

e) die Festlegung der Inhaltsstrategie, d. h. Identifizierung von Netzwerken, Medien, "tone of voice" und Erstellung eines redaktionellen Kalenders;

f) die Entwicklung einer digitalen Strategie zur Unterstützung der internen Arbeitsabläufe, der Vermarktung und des Vertriebs, verbunden mit digitalen Anwendungen, die die digitale Entwicklung des Bezugsberechtigten ermöglichen, wie z. B. Online-Rechnungsstellung und automatisierte Lagerverwaltung.

**Art. 8** - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten der Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" beträgt neunzig Prozent.

Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, der pro Unternehmen im Rahmen der Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" gewährt wird, ist auf 7.600 EUR zzgl. MwSt. begrenzt.

§ 2. Für den Scheck "Diagnose" beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Bezugsberechtigten auf 1.900 EUR zzgl. MwSt.. Damit können die Leistungen für eine Diagnose der digitalen Reife bis zu höchstens einem Tag, oder für eine Diagnose der Cybersicherheit bis zu höchstens einem Tag abgedeckt werden, so dass die umfassendste Diagnoseleistung bis zu höchstens zwei Audit-Tagen mit einer Tageshöchstgrenze von 950 Euro pro Tag (ohne Mehrwertsteuer) umfasst.

Für den Scheck "strategischer Aktionsplan" beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Bezugsberechtigten auf 5.700 EUR zzgl. MwSt. Damit können die Leistungen im Zusammenhang mit der Entwicklung einer anfänglichen Strategie im Umfang von bis zu höchstens drei Tagen oder mit der Stärkung einer bestehenden Strategie im Umfang von bis zu höchstens zwei Tagen abgedeckt werden. Wenn sich die Leistung auf mindestens zwei Aspekte der drei Interventionsachsen (digitale Positionierungsstrategie, E-Commerce-Projekt und Cybersicherheitspolitik) bezieht, werden die Leistungen auf maximal sechs Tage ausgedehnt und unter Anwendung einer Tageshöchstgrenze von 950 Euro pro Tag zzgl. MwSt. in Rechnung gestellt.

Für jeden Scheck werden die Dienstleistungen innerhalb einer Höchstfrist von drei Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Unter Berücksichtigung der mit der europäischen Finanzierung der öffentlichen Beteiligung verbundenen Ausführungszwänge müssen die Leistungen im Zusammenhang mit den verschiedenen Schecks bis spätestens 31. August 2023 abgeschlossen und der Antrag auf Zahlung des Diensteanbieters ebenfalls bis spätestens 31. August 2023 eingereicht werden. Die letzten Zahlungen werden vom ÖDW WBF bis spätestens den 31. Dezember 2023 durchgeführt.

Im Falle einer Ausschöpfung der Haushaltsmittel oder einer Einstellung der in Artikel 7 Absatz 1 genannten Finanzierung wird der in Artikel 8 § 1 Absatz 1 vorgesehene Prozentsatz auf null Prozent herabgesetzt.

**Art. 9** - Nur die auf die in Artikel 7 Absatz 2 genannten Leistungsbereiche spezialisierten Diensteanbieter, die vom ÖDW WBF im Zusammenhang mit dem Themenfeld "Digitalisierung" bereits zertifiziert sind, sind berechtigt, im Rahmen der Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" Leistungen zu erbringen. Ausnahmsweise wird diese Zertifizierung diesen Diensteanbietern automatisch erteilt. Da die Diensteanbieter ähnliche Kompetenzen und Fachkenntnisse mobilisieren müssen, um den Anforderungen des neuen Themenfelds gerecht zu werden, wird die den Diensteanbietern für die Schecks "Digitale Reife" und "Cybersicherheit" erteilte Zertifizierung auf das neue Themenfeld ausgeweitet.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

**Art. 10** - Im Rahmen der Schecks im Zusammenhang mit dem Themenfeld "wirtschaftliche Wiederbelebung durch Digitalisierung" gibt der Diensteanbieter neben den in Artikel 20 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung geforderten Mindestelementen in seinem Bericht über die Ausführung der Dienstleistung, der von der Internetplattform erzeugt wird, die folgenden Elemente an:

1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;

2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;

3° den folgenden Vermerk:

*"Der Betrag von..... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von..... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von.... Euro zusammensetzt. Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf.... Euro und entspricht..... (etwa MwSt., Fahrtkosten,...)".*

Die personenbezogenen Daten des Subunternehmers, der als Unternehmen natürliche Person tätig ist, die in dem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall verarbeitet werden, sind:

1° Bezeichnung;

2° Anschrift des Sitzes;

3° Unternehmensnummer.

**Art. 11** - Die für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten nach den Artikeln 5 Absatz 4, 6 Absatz 1 und 2, und 10 Absatz 2 verantwortliche Person ist der ÖDW WBF.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2023 außer Kraft.

Namur, den 20. Dezember 2021

W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/206158]

**20 DECEMBER 2021.** — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, wat betreft economisch herstel door middel van digitale technologie in het kader van het REACT-EU-initiatief, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie en Digitale Technologieën,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013: Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 6, § 1, derde lid, en 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, artikelen 5, 16, § 1, vierde lid en § 2, tweede lid, en 20, § 1, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 oktober 2021;

Gelet op het verslag van 22 september 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 70.323/2 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 220/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, uitgebracht op 3 december 2021;

Gelet op Besluit nr. C (2014) 8190 final van de Europese Commissie van 29 oktober 2014 tot goedkeuring van de Partnerschapsovereenkomst voor België, als gewijzigd;

Gelet op Besluit nr. C (2014) 9934 final van de Europese Commissie van 16 december 2014 tot goedkeuring van het operationeel EFRO programma 2014-2020 voor Wallonië, als gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 28 november 2013 tot goedkeuring van de aanvulling op de programmering, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de crisis in COVID-19 bepaalde sectoren heeft verzwakt, en dat het derhalve aangewezen is een economische herstelstrategie in verschillende mate te ondersteunen;

Overwegende dat de cheques van het thema "economisch herstel door digitaal" tot doel hebben bij te dragen tot een intensiever en veiliger gebruik van digitale instrumenten en kanalen om de commerciële strategie en de digitale positionering van het aanbod van de Waalse bedrijven en economische actoren te ontwikkelen. Dat deze cheques aldus bijdragen tot de doelstellingen van economisch herstel door versterking van het concurrentievermogen en consolidatie van de economische structuur, nagestreefd via de in de tijd beperkte maatregelen die in het kader van het REACT-EU-initiatief worden uitgevoerd,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> het besluit van de Waalse Regering : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019;

2<sup>o</sup> de "SPW EER" : de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

3<sup>o</sup> de AdN : de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Agence du Numérique" (Agentschap Digitale Technologieën), opgericht bij het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I., gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2017;

4<sup>o</sup> het webplatform : de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6<sup>o</sup>, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op de website van het Waals Gewest;

5<sup>o</sup> de onderneming : de begunstigde die beantwoordt aan de definitie van de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 21 december 2016;

6<sup>o</sup> de dienstverlener : de onderneming, natuurlijke persoon of rechtspersoon, die beantwoordt aan de definitie van dienstverlener bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7<sup>o</sup>, van het decreet van 21 december 2016;

7<sup>o</sup> de digitale rijpheid : het gebruik van digitale technologieën om de prestaties van de onderneming te verhogen in het kader van haar strategische prioriteiten en met name om haar digitale bedrijfsstrategie te optimaliseren;

8<sup>o</sup> de DIGISCORE : het meetinstrument voor digitale maturiteit, ontwikkeld door AdN en gratis ter beschikking gesteld door Digital Wallonia;

9<sup>o</sup> de diagnose : een grondige analyse van de situatie van de onderneming op het vlak van digitale maturiteit of cyberbeveiliging, in de vorm van een gedetailleerd rapport dat de DIGISCORE aanvult;

6<sup>o</sup> Verordening (EU) nr. 1303/2013: Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

11<sup>o</sup> Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006

**Art. 2.** De steun die uit hoofde van dit besluit wordt verleend en toegankelijk is voor ondernemingen, past in het kader van het thema economisch herstel door middel van digitale technologie, waarbij twee cheques zijn ingevoerd die specifiek zijn voor de maatregel die wordt uitgevoerd en gefinancierd door het EFRO in het kader van het REACT-EU-initiatief.

Deze maatregel, die gebaseerd is op de knowhow van gespecialiseerde deskundigen om de behoeften te evalueren en een strategie te ontwikkelen, is bedoeld ter ondersteuning van een intensiever en veiliger gebruik van digitale instrumenten en kanalen.

**Art. 3.** De twee cheques in het thema "economisch herstel door digitale technologie" zijn :

1<sup>o</sup> de "diagnose"-cheque is de eerste fase. Het is niet verplicht voor de onderneming wanneer :

a) in de twaalf maanden voorafgaand aan de indiening van de fase 1- of fase 2-aanvraag een diagnose is gesteld in het kader van een digitale rijpheids- of cyberbeveiligingscheque, en;

b) op voorwaarde dat de diagnose verband houdt met het lopende project en in fase blijft met de situatie van de onderneming;

2<sup>o</sup> de cheque "strategisch actieplan", die betrekking heeft op de vaststelling of de versterking van een strategie voor digitale positionering, een project voor e-business of een beleid inzake infrastructuur en gegevensbeveiliging en die de tweede fase vormt.

Beide cheques vallen onder de adviespijler van de elektronische portefeuille.

**Art. 4.** De dossiers worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in de artikelen 5 en 6, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".



De beslissingen met betrekking tot de ontvankelijkheid, uitbetaling, controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio behoren tot elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

**Art. 5.** Voor elk van de cheques bevat het dossier bij de indiening van de aanvraag de volgende documenten :

1° 1° de door het webplatform gegenereerde chequeaanvraag;

2° 2° de door het webplatform gegenereerde overeenkomst tussen begunstigde en dienstverlener. Deze overeenkomst kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun;

3° het de minimis-attest, downloadbaar op het webplatform;

4° voor de ondernemingen, het kmo-attest, downloadbaar op het webplatform;

5° het diagnostisch rapport voor de cheque "strategisch actieplan".

Voor elke cheque, bij het afsluiten van de prestatie, omvat het dossier de volgende documenten :

1° het verslag over de uitvoering van de dienstverlening, gegenereerd door het webplatform. Dit verslag kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun.

2° de schriftelijke overhandiging aan de begunstigde;

3° de staat van de prestaties;

4° de factuur van de dienstverlener.

De SPW EER kan om aanvullende informatie vragen voor de beoordeling van het dossier.

De persoonsgegevens van de onderneming en de dienstverlener, verwerkt in het kader van het beheer van een dossier, zijn :

1° de naam van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon;

2° de identiteit van de wettelijke vertegenwoordiger van de onderneming en van de dienstverlener;

3° het adres van de maatschappelijke zetel van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijk persoon;

4° het ondernemingsnummer van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon;

5° de bankrekening van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon.

**Art. 6.** Naast de in artikel 5 genoemde elementen bevat het dossier :

1° voor de indiening van een "diagnostische" cheque-aanvraag: de meting van de initiële digitale rijpheid van de begunstigde die wordt berekend met de DIGISCORE;

2° voor de indiening van een aanvraag voor een cheque "strategisch actieplan": het diagnostisch verslag dat een noodzakelijke voorwaarde is.

De diagnose bedoeld in paragraaf 1, 2°, mag gesteld zijn in de twaalf maanden voorafgaand aan een eerdere aanvraag voor een digitale rijpheidscheque of een cyberbeveiligingscheque en op voorwaarde dat de diagnose betrekking heeft op het lopende project en in overeenstemming blijft met de situatie van de onderneming. In het laatste geval bevat het chequebestand "strategisch actieplan" ook de maatstaf van de aanvankelijke digitale rijpheid van de begunstigde, die wordt berekend met de DIGISCORE.

De persoonsgegevens van de onderneming die in het kader van de in de leden 1 en 2 gevraagde aanvullende elementen worden verwerkt, zijn identiek aan die welke in artikel 5, lid 4, worden genoemd.

**Art. 7.** De cheques in het kader van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie" worden gefinancierd met Europese middelen uit het EFRO. Het valt onder Verordening (EU) nr. 1303/2013, Verordening (EU) nr. 1301/2013, het Operationeel Programma Wallonië-2020.EU van het EFRO en de aanvulling op de programmering van het Operationeel Programma Wallonië-2020.EU van het EFRO.

De in aanmerking komende uitgaven die worden gedekt door de cheques van het thema "economisch herstel door digitale technologie" zijn:

1° voor de "diagnose" cheque:

a) een diagnose van de digitale rijpheid, met inbegrip van het onderzoek naar het vermogen van de begunstigde om bestaande instrumenten te onderhouden of toe te passen, opgevat als het onderzoek van de huidige situatie en de analyse van de behoeften in termen van e-handel en digitale positionering;

b) het uitvoeren van een cyberbeveiligingsdiagnose, waaronder wordt verstaan een onderzoek naar de huidige situatie en een analyse van de behoeften in termen van beveiliging van instrumenten en bescherming van gegevens;

2° voor de "strategisch actieplan" cheque:

a) het uitvoeren van een vergelijkende prestatietest;

b) het bepalen van bedrijfsdoelstellingen, doelgroepen, kernboodschappen;

c) trefwoord en verwijzing analyse;

d) ontwikkeling van een verwijzingsstrategie, met inbegrip van de vaststelling van kernprestatie-indicatoren;

e) het bepalen van de contentstrategie, d.w.z. het identificeren van netwerken, dragers, tone of voice en het opstellen van een redactionele kalender;

f) de ontwikkeling van een digitale strategie ter ondersteuning van het interne exploitatie-, marketing- en distributieproces, gekoppeld aan digitale toepassingen die de digitale evolutie van de begunstigde mogelijk maken, zoals online facturering en geautomatiseerd voorraadbeheer.

**Art. 8.** § 1. Het percentage van de steun voor de in aanmerking komende kosten van cheques in het kader van het thema "economisch herstel door digitale technologie" bedraagt negentig procent.

Het totale bedrag aan overheidssteun dat per onderneming wordt toegekend in het kader van de cheques voor "economisch herstel door digitale technologie" is beperkt tot 7.600 euro exclusief btw.

§ 2. Voor de "diagnose"-cheque bedraagt het maximumbedrag van de overheidsinterventie per begunstigde 1.900 euro exclusief BTW. Het dekt diensten in verband met een diagnose van de digitale rijpheid tot maximaal één dag, of een diagnose van de cyberbeveiliging tot maximaal één dag, waardoor de meest volledige diagnostische dienst op maximaal twee auditdagen komt, gefactureerd met toepassing van een dagmaximum dat is vastgesteld op 950 euro per dag exclusief btw.

Voor de cheque "strategisch actieplan" bedraagt het maximumbedrag van de overheidssteun per begunstigde 5.700 euro exclusief BTW. Het dekt diensten in verband met het ontwerpen van een initiële strategie tot een maximum van drie dagen of het versterken van een bestaande strategie tot een maximum van twee dagen. Wanneer de dienst betrekking heeft op ten minste twee aspecten van de drie interventiegebieden, te weten digitale positioneringsstrategie, e-commerce-project en cyberbeveiligingsbeleid, worden de diensten uitgebreid tot maximaal zes dagen en gefactureerd met toepassing van een daglimiet die is vastgesteld op 950 euro per dag exclusief btw.

De diensten worden verleend binnen een termijn van ten hoogste drie maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvankelijkheid van de aanvraag voor elk van de cheques.

Rekening houdend met de uitvoeringsbeperkingen in verband met de Europese financiering van de openbare interventie, moet de afronding van de diensten in verband met de verschillende cheques en de indiening van het betalingsverzoek van de dienstverlener uiterlijk op 31 augustus 2023 plaatsvinden. De laatste betalingen worden door SPW EER gedaan uiterlijk op 31 december 2023.

In geval van uitputting van de begrotingskredieten of stopzetting van de in artikelen 7, lid 1, bedoelde financiering wordt het in artikelen 8, § 1, bedoelde percentage van de steun verlaagd tot nul procent.

**Art. 9.** Alleen dienstverleners die gespecialiseerd zijn in de in artikel 7, lid 2, bedoelde dienstengebieden en die reeds door SPW EER zijn gelabeld in het thema "Digitaal", mogen diensten verlenen in het kader van de cheques in het thema "Economisch herstel door digitale technologie". Bij wijze van uitzondering wordt dit label automatisch aan deze dienstverleners verstrekt. Gelet op de vergelijkbare deskundigheid die door dienstverleners moet worden gemobiliseerd om aan de behoeften van het nieuwe thema te voldoen, wordt de certificering die aan dienstverleners van de cheques voor digitale rijpheid en cyberbeveiliging wordt verleend, uitgebreid tot het nieuwe thema.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit uitvoeren voor een onderneming waarin hij op gelijk welke wijze in het beheer of de controle betrokken is.

**Art. 10.** In het kader van de cheques van het thema "economisch herstel door digitale technologie" vermeldt de dienstverlener, naast de minimelementen die worden gevraagd in artikel 20, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering, in zijn verslag over de uitvoering van de dienstverlening, gegenereerd door het webplatform :

- 1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;
- 2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;
- 3° de volgende vermelding:

*"Het bedrag van... euro, beantwoordend aan cheque nr. [chequenummer], wordt door de emittent van de cheque uitgegeven, opgedeeld tussen een overheidstegemoetkoming van... euro, en een aandeel van... euro gestort door de gerechtigde, vereffend. Het te betalen saldo bedraagt dus..... euro en komt overeen met..... (bijv.: BTW, reiskosten,...)".*

De persoonsgegevens van de onderaannemer die als natuurlijke persoon optreedt, verwerkt in het geval bedoeld in paragraaf 1, 2°, zijn :

- 1° de benaming;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel;
- 3° de ondernemingsnummer.

**Art. 11.** De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens als bedoeld in artikel 5, lid 4, artikel 6, leden 1 en 2, en artikel 10, lid 2, is SPW EER.

**Art. 12.** Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2023.

Namen, 20 december 2021.

W. BORSUS

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/22668]

#### Raad van State. — Benoeming adjunct auditeur

Bij koninklijk besluit van 17 november 2021 wordt de heer Xavier HUBINON tot adjunct-auditeur bij de Raad van State benoemd.

Op 1 december 2021 heeft de heer Xavier HUBINON de voorgeschreven eed afgelegd in handen van de adjunct-auditeur-generaal bij de Raad van State.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/22668]

#### Conseil d'État. — Nomination auditeur adjoint

Par arrêté royal du 17 novembre 2021, Monsieur Xavier HUBINON est nommé auditeur adjoint au Conseil d'Etat.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2021, Monsieur Xavier HUBINON a prêté le serment prescrit entre les mains de l'auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.